

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

LÉON DE RIEDMATTEN

L'économie dirigée. Ses rapports avec les statistiques

Journal de la société statistique de Paris, tome 89 (1948), p. 263-288

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1948__89__263_0

© Société de statistique de Paris, 1948, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

IV

L'ÉCONOMIE DIRIGÉE SES RAPPORTS AVEC LES STATISTIQUES

Au centre de toutes les controverses de l'époque actuelle on se pose la question du dirigisme ou du libéralisme.

Mais qu'est-ce que le dirigisme?

M. Philip l'a défini ainsi devant l'Assemblée nationale à la deuxième séance du 1^{er} juillet 1947 :

L'économie dirigée c'est la reconnaissance du fait que l'État doit intervenir, de façon permanente dans la vie économique de notre époque, qu'il ne peut plus laisser les intérêts privés faire jouer les facteurs essentiels de la production.

La direction de l'économie postule le plan et la réalisation du plan par la mise entre les mains de l'État des moyens essentiels de production qui sont, d'une part, les matières premières indispensables, d'autre part, le crédit.

Il s'agit donc, d'après M. Philip, porte-parole de l'école dirigiste, non pas d'orienter l'économie, ou de l'organiser, mais bien de lui fixer sa tâche, en sorte que l'État :

1^o Établit un plan pour la production;

2^o Prend en mains la répartition, au moins pour les matières premières essentielles.

Il s'agit d'autre part, dans la pensée de M. Philip, non pas d'un expédient provisoire valable pour le temps de guerre, c'est-à-dire du dirigisme que l'on pratique dans une place assiégée (économie de guerre) mais bien d'une mesure permanente valable pour le temps de paix non en vue de la guerre, mais pour la réalisation d'un idéal de justice sociale bien qu'il ne le précise pas.

En outre, il estime, d'accord avec la plupart des dirigistes actuels, que cette recherche de la justice sociale par le moyen du dirigisme est compatible avec la recherche de la plus grande prospérité générale, théorie que nous supposons exacte pour ne pas alourdir notre sujet.

I

Voyons d'abord ce que donne le dirigisme dans une période pacifique, alors qu'on ne se préoccupe ni de préparer la guerre, ni de la faire, mais seulement de mieux assurer la prospérité du pays et la justice sociale.

Et tout de suite, nous voyons que deux cas peuvent se produire :

1^o Ou bien il y a, ou l'on croit qu'il y a surproduction d'où mévente des produits, baisse ruineuse des prix, chômage.

Le dirigisme va intervenir pour lutter contre cette surproduction, qui serait cause du chômage.

Cela paraît comique, dans notre misère actuelle de songer qu'on peut craindre la surproduction et chercher à l'empêcher.

Cependant, cela s'est produit avant la guerre et nous montrerons comment le dirigisme d'avant-guerre s'y est pris pour empêcher qu'on ne produisît ni trop de blé, ni trop de vin, ni trop de café par exemple, et à quoi il a abouti.

2° Ou bien on croit qu'il y a pénurie.

Il s'agit de mieux répartir des produits supposés rares, pour empêcher que ne joue ce qu'on appelle le privilège de l'argent, et aussi pour faire cesser la pénurie par une production accrue.

Ce but : Plus de justice sociale, plus de production, est hautement louable.

Voyons si le dirigisme permet d'y parvenir.

Le dirigisme, M. Philip le dit expressément, repose sur des plans; or les plans supposent des informations statistiques.

Les statistiques sont ainsi à la base du dirigisme.

Elles doivent permettre :

1° de savoir quelle est la production et comment la répartir.

2° de dire comment on augmentera cette production supposée déficitaire.

3° de vérifier si le plan qu'on s'est proposé pour augmenter la production est bien exécuté.

* * *

Or, l'État ne sait pas ce que le pays produit : il ne peut pas le savoir parce que toutes les déclarations qu'il reçoit sont fausses.

Chacun ment dans la mesure de son intérêt. Il a intérêt à ne pas indiquer tout ce qu'il produit de ce qui est supposé rare afin d'en garder une partie pour lui, pour les amis, et pour les échanges avec d'autres produits rares qu'il n'a pas.

Et, le contrôle des déclarations est impossible.

Il faudrait, en effet, un contrôleur dans chaque ferme ou entreprise, et qui ne fût pas soudoyé par le producteur, car en période de pénurie alimentaire par exemple, le contrôleur fera taire sa conscience professionnelle pour une livre de beurre.

S'il y a un super-contrôleur, sa conscience professionnelle se taira pour un kilog de beurre au lieu d'une livre et c'est tout ce qu'on aura gagné.

Cependant, si le contrôleur et le super-contrôleur ont l'héroïsme de faire leur métier, ils s'exposent à des actes de violence.

Le cas s'est vu; on a vu des villages où le tocsin sonnait à l'arrivée des contrôleurs, où tout le monde les attendait avec des gourdins.

On peut, c'est vrai, armer les contrôleurs et si la résistance est trop forte les faire appuyer par des chars d'assaut afin de leur permettre de dénombrer la volaille. Mais le résultat est encore négatif.

En Russie, des hommes armés sont venus ainsi dans les campagnes.

On a déporté par millions les paysans récalcitrants et ils sont morts au travail forcé.

Mais les autres n'ont plus travaillé et ce fut la famine.

Chez nous on a renoncé à faire pousser le blé à coup de revolver, on a préféré

accepter les yeux fermés les déclarations des paysans, on a bien fait, mais voilà ce que cela a donné.

Fin 1946 le ministre de l'Économie nationale estimait à 5.800.000 le nombre des porcs en France. Il fut reconnu ensuite qu'il y en avait 15 millions de plus, soit plus de 20 millions en tout.

M. Yves Farge, au cours de l'été 1946, étant ministre du Ravitaillement, eut l'idée ingénieuse de faire vérifier du haut d'un avion le nombre des bœufs dans les champs, dans le Charollais.

La photo aérienne a donné un chiffre de bœufs égal au tiers seulement des déclarations des exploitants agricoles. On avait oublié qu'en été il fait chaud et que beaucoup de bêtes avaient pu se mettre à l'ombre.

M. Albert Gazier dans un article de la *Revue Socialiste* du 14 octobre 1947, reconnaît que les statistiques de la production agricole sont fausses, mais selon lui, on peut les rectifier par d'autres éléments.

Mais si ces autres éléments sont également faux, il s'agit de savoir si un mensonge s'ajoutant à un autre mensonge aboutit à la vérité.

Ajoutons que les produits rares pris par l'État lui glissent entre les mains en cours de route. C'est parfois un wagon de charbon qui se détache silencieusement du train au cours d'une nuit sans lune, ce sont des porcs envoyés gras qui lui arrivent maigres, et parfois morts, c'est 6 litres de vin par mois et par rationnaire remis à l'État par le producteur alors qu'il n'en n'arrive que deux à destination, etc...

Ainsi la statistique ne donne pas le même chiffre à l'arrivée qu'au départ.

Voilà, pour le contrôle de la production. Voyons maintenant comment on peut contrôler les besoins.

* * *

L'élément statistique nécessaire pour une juste répartition est le chiffre des habitants entre lesquels on va répartir la nourriture.

Il semble qu'on soit ici sur un terrain solide. On connaît le nombre d'habitants, sa répartition géographique, sa répartition par âge, par sexe, par profession.

D'où le système des cartes d'alimentation et les rations variables pour les jeunes enfants et pour les vieux, pour les travailleurs intellectuels, pour les travailleurs de force, etc...

Les consommateurs ont été d'abord répartis en huit catégories :

E.	Enfants de moins de 3 ans
J 1.	De 3 à 6 ans
J 2.	De 6 à 13 ans
J 3.	De 13 à 21 ans
A.	Adultes
T.	Travailleurs de force
C.	Cultivateurs
V.	Vieillards après 70 ans

Depuis le 1^{er} juillet 1947, il n'y en a plus que cinq, savoir :

E.	Enfants de moins de 4 ans
J.	Enfants de 4 à 10 ans
A.	Adolescents de 10 à 21 ans
M.	De 21 à 70 ans
V.	Vieillards après 70 ans

Pour l'établissement de ces catégories, les statistiques sont moins trompeuses que les précédentes, mais elles sont encore inexactes.

D'abord l'évaluation des besoins est fautive, parce qu'on ne tient pas compte des grands et des courts, des gras et des maigres, des paresseux et des actifs, des sanguins et des lymphatiques, des voraces et des gens sans appétit.

La détermination de ceux qui sont travailleurs de force est purement empirique : parfois des gens se glissent dans cette catégorie qui n'y ont pas droit ; d'autre part, celui qui part à la campagne où il trouve ce qu'il veut sans carte, laisse sa carte à sa famille restée à la ville ; de même s'il part à l'étranger ; ce qui trouble le plan.

On ne retire pas facilement leur carte aux morts dont les vivants profitent. A Marseille, pendant l'occupation, les morts mangeaient autant que les vivants. A Paris, il y avait sept millions de cartes de pain pour moins de quatre millions d'habitants. Chose curieuse, on trouvait du pain pour tous, pour les morts comme pour les vivants.

Enfin, l'augmentation de la natalité trouble les prévisions statistiques les mieux établies et Yves Farges se désolait avec juste raison, comme ministre du Ravitaillement, des 400.000 bébés nouveaux qu'il n'attendait pas. Il ne savait pas, disait-il, comment leur trouver du lait.

Il faudrait, pour diriger sérieusement la consommation, demander à la Mairie l'autorisation d'avoir un enfant. Qu'on ne s'en soucie pas, les Inkas fixaient les naissances par voie d'autorité.

Mais, ce n'est pas tout, les besoins varient aussi selon les régions.

Au cours de l'été 1942, on vit le raisin pourrir aux étalages en Lorraine alors qu'on n'en trouvait pas à Paris, parce que les Lorrains mangeaient leurs mirabelles, préférence que la statistique n'avait pas prévue.

En Normandie, on préfère le cidre au vin, le vin y abondait pendant la guerre, alors qu'ailleurs on en était privé.

A Alger, au cours du printemps 1947, les Arabes vendaient de l'excellent camembert de Normandie à un prix d'ailleurs très raisonnable ; il était venu en avion. Il en repartit d'Alger en avion vers le consommateur.

Le dirigisme aboutissait ainsi à un double transport Paris-Alger, Alger-Paris, pour que ce camembert aille du producteur au consommateur, au lieu de permettre à ce dernier de le trouver chez son crémier.

Le cas était le même pour les boîtes de lait condensé auxquelles les femmes arabes ne tiennent pas ; on en avait à discrétion à Alger, mais non à Paris.

Les besoins qu'on prétend avoir sont souvent faux.

Voici le papier journal qu'on dit rare. Mais parfois on affirme un fort tirage et l'on revend au marché noir l'excédent.

On peut gagner d'ailleurs plus avec les journaux qu'on ne publie pas qu'avec ceux qu'on imprime.

Le tirage réel d'un journal est difficile à connaître. On peut truquer les chiffres ; même si le contrôle pouvait réellement s'exercer on s'en tirerait encore en déclarant « Mon tirage augmente » ou « il augmentera demain ».

Le papier d'édition est rare aussi.

On décide de n'en allouer que pour les ouvrages classiques.

Tout le monde se déclare aussitôt éditeur classique.

Quant aux quantités utilisées, comment savoir si l'éditeur pour le passé a eu raison de tirer à 1.000 ou 10.000 exemplaires, et si pour l'avenir il aura raison de prévoir 1.000 ou 10.000 exemplaires.

D'autres exemples sont encore plus caractéristiques.

Peu de marchés sont aussi contrôlés que celui de l'essence.

Pourtant l'État ne savait pas pendant l'été comment tout le monde parvenait à rouler sans attribution.

C'est pourtant simple.

L'exploitant agricole s'en fait allouer pour des tracteurs qu'il n'a pas, le transporteur pour des camions qui ne roulent pas.

La répartition dirigée a ainsi fait faillite en tant que moyen de donner à chacun une part de satisfactions proportionnelle à ses besoins. Et la justice sociale y a d'autant moins trouvé son compte que les produits qui échappent à l'État se retrouvent au marché noir, où le privilège de l'argent se manifeste avec insolence, car si l'État ne sait pas où sont les produits, les agents du marché noir le savent fort bien.

Et dès lors, alors qu'on voulait faire régner la justice sociale, on aboutit à une incroyable aggravation de l'injustice sociale.

On a accordé des attributions aux gens qui ne les utilisent pas, mais les revendent à ceux qui, moins malins, ou moins influents, ou moins savants dans l'art de la corruption, n'en n'ont pas, ou pas assez.

La carte de tabac fut attribuée à qui ne fumait pas, du sucre et du café à qui n'aimait pas le sucre et le café, etc... Ils le revendaient au marché noir et obtenaient ainsi du revenu sans travail.

On a aussi créé au profit des intermédiaires chargés de la répartition, un énorme privilège car ils commencent toujours par se servir : ensuite, sur le nombre des clients inscrits chez eux, il y en a toujours qui ne viennent pas parce qu'ils sont ailleurs, ou encore, s'ils viennent on peut leur dire qu'ils viennent trop tard, que l'attribution est épuisée, qu'il n'y a plus rien pour eux.

C'est pourquoi, parce que privilégiés, les intermédiaires se sont multipliés au grand étonnement du Gouvernement.

Par exemple, les intermédiaires de la viande passèrent de 15.000 à 27.000 alors qu'il y avait peu de viande.

Les points de vente dans le secteur des fruits et légumes ont passé de 8.000 à 18.000; dans douze ports de pêche de la Manche, on a trouvé 950 mareyeurs au lieu de 480; le nombre des confituriers a doublé en quatre ans alors qu'il n'y a pas de confitures; les 1.200 grossistes et demi-grossistes en tissus, dont 300 risquaient la faillite en 1939, ont pu devenir 2.200 en 1946.

Il y a eu 475.000 commerçants nouveaux en un an, alors qu'il y en avait déjà un million, c'est-à-dire beaucoup trop.

Tout cela stupéfie les dirigistes. Ils voudraient se fâcher, taper du poing sur la table, adopter des mesures de force, mais là intervient cette contradiction qu'ils se croient démocrates, disent aimer la liberté ce qui n'est pas compatible avec l'État policier que supposerait le dirigisme.

Ils croient pouvoir concilier la démocratie politique et la dictature économique, c'est une erreur, ces deux termes sont inconciliables.

* * *

Or, lorsque le dirigiste armé de ses statistiques vient nous dire qu'il y a pénurie, et qu'il faut imposer à chacun sa part de sacrifices, est-ce bien toujours exact?

Parfois, il s'agit seulement d'une pénurie psychologique, c'est-à-dire d'une demande exaspérée par la rareté, et M. Philip le croyait si bien qu'il disait ne pouvoir envisager de supprimer le rationnement que lorsque la production atteindrait 120 à 130% de celle d'avant-guerre.

A quoi on peut répondre qu'il existe en ce cas, un moyen bien simple de diminuer la consommation, c'est de supprimer cette fringale du produit rare en supprimant le rationnement puisqu'il exaspère les besoins et qu'il crée aussi des besoins factices (ex. du tabac).

Et de fait, on a constaté pour le tabac, que la liberté rendue a fait diminuer la consommation.

La liberté a été rendue au vin alors qu'on le croyait rare encore voici un an et tout le monde en trouve autant qu'il le veut au prix d'un œuf et demi le litre, au lieu du prix de douze œufs il y a un an, au temps de la rareté.

Au début de la guerre, en Suisse, le Gouvernement déclara : « Je refuse de rationner le café pour ne pas en augmenter la consommation ».

Il était sage.

* * *

Dans le domaine industriel, même échec total du dirigisme.

Pour distribuer, l'État s'est basé sur les besoins supposés des industries.

Il leur a demandé de déclarer leurs besoins. D'une façon générale on a pris l'année 1938 (dernière année normale d'avant guerre) pour la détermination de ces besoins supposés immuables, ce qui déjà a cet inconvénient grave de privilégier les gens en place en 1938 aux dépens des autres.

Mais ici encore il faut se baser sur les déclarations des intéressés et comme leurs déclarations sont fausses, les statistiques qui centralisent leurs déclarations sont fausses également.

En outre, les matières premières fournies pour la fabrication d'objets déterminés prévus au plan sont employés à d'autres objets, car le fabricant va produire non pas ce que le plan lui demande, mais ce qui lui rapportera le plus, c'est-à-dire de façon générale des objets de luxe, de préférence à des objets de première nécessité.

Les objets de luxe seront abondants; les autres rares, et là encore on n'a pas réussi à réaliser la justice sociale.

C'est ainsi qu'on voit les clous introuvables parce qu'il est plus intéressant d'utiliser tout le métal distribué à des appareils électriques qu'on peut vendre cher qu'à faire des clous qui sont bon marché.

Ajoutons que si l'on commence à rationner, il faut tout rationner, car la demande, non satisfaite sur un produit, se porte sur les autres produits; à leur tour, ceux-ci deviennent rares, de sorte qu'il faut les soumettre aussi au rationnement.

* * *

Mais nous n'en avons pas fini ainsi avec l'économie dirigée en période de pénurie réelle ou psychologique, car il ne suffit pas que la répartition soit dirigée, il faut aussi que les prix et les salaires soient dirigés, et enfin la monnaie afin que les tributaires puissent payer leur attribution, sinon l'idéal recherché de justice sociale n'est pas atteint.

Comment donc va-t-on fixer les prix?

On peut étudier quel est le coût de la vie d'une famille agricole au moment où l'on décide de faire du dirigisme, en sorte qu'au point de départ le dirigisme repose sur la statistique des prix pratiqués en régime de liberté des échanges. On peut ensuite établir un rapport entre le prix de la matière première et le produit ouvré, par exemple le prix du vin sera calculé d'après le prix du raisin, puis on calculera les produits industriels par rapport aux produits agricoles, ce qui est nécessaire à la vie du travailleur servant de base.

Mais comme le coût de la vie d'une famille agricole est un élément très difficile à déterminer, on s'est contenté, en France, de prendre comme année de référence pour les prix, la dernière où la liberté existait encore c'est-à-dire 1939 et l'on s'est efforcé de bloquer les prix à ce niveau.

On n'arrive ainsi à cette curieuse constatation qu'aucun dirigisme des prix ne serait possible s'il n'y avait pas eu au préalable libre fixation des prix selon la loi des échanges. Mais le dirigisme des prix a abouti à cet effarant résultat, d'ailleurs prévisible, que lorsqu'on a commencé à taxer quelque chose il a fallu se décider ensuite à tout taxer. Et c'est ainsi qu'on a dû prendre 17.000 arrêtés portant sur 2.200 produits.

On a tout taxé, jusqu'au prix des support-chaussettes, des boutons de galalithe, des escargots grimpeurs différenciés en une demi-page du *Journal officiel* des escargots bouchés.

Le *Bulletin officiel du Service des prix*, a fixé les taux de marque des bouche-évièrs (en caoutchouc), des cuisses de grenouilles, des yeux artificiels (pour poupées), des chalets de nécessité, des lacets « Josette », des griffes d'asperges, et des pétards.

Avec le système des taux de marque, on en arrive à des calculs d'une minutie extraordinaire.

Supposons une marchandise importée à un prix de revient de 100 francs, supérieur au prix d'un produit français similaire, et vendue en circuit long. Et soit les taux de marque suivants pour les produits métropolitains de l'espèce : grossiste, 20% (multiplicateur : 0,25), détaillant 30% (multiplicateur : 0,4285).

a) Prix de vente de l'importateur au grossiste.

Taux de marque, marchandise sortie du magasin : 7% (multiplicateur : 0,075268).

Marge : 100 × 0,075268	=	7,5268
moins 10%	=	6,7742
100 + 6,7742	=	106,7742

b) Prix de vente du grossiste au détaillant.

Marge : 106,7742 × 0,25	=	26,6935
moins 10%	=	24,0242
106,7742 + 24,0242	=	130,7984

c) Prix de vente du détaillant au consommateur.

130,7984 × 0,4285	=	56,0471144
moins 15%	=	50,442403
130,7984 + 50,4424	=	181,21

Net arrondi en francs : 181,00.

Un arrêté sur le taux de marque des sébilles en aluminium le fixait à 18% dans le cas où ces sébilles étaient destinées à recevoir des épingles, 16% pour y mettre des agrafe-lettres et 14% si elles étaient destinées à recevoir des mégots.

Voici un extrait de l'arrêté donnant la formule de revision des tarifs pour « corbillards et transports hippomobiles, y compris toutes fournitures et frais annexes » :

$$\frac{T}{T O} = a + \frac{b S}{S O} + \frac{c M}{M O} + \frac{d V}{V O}$$

$\frac{S}{S O}$ calculé en considération du salaire du cocher ,

$\frac{M}{M O}$ est la variation du coût de la ration journalière de la cavalerie ,

$\frac{V}{V O}$ la variation du prix des chevaux. La référence choisie est le cheval de six ans, catégorie 5, artillerie lourde.

L'arrêté tient treize colonnes du *Journal officiel* du 21 août 1947.

Après la formule pour les corbillards, il y a celle pour les cercueils en bois, les cercueils en plomb etc.

On a fixé les prix dans les restaurants, fixé les menus, fixé les catégories.

On a fixé aussi les prix des objets d'occasion et pour les ventes aux enchères, comme il y a un plafond à respecter, on a tiré au sort entre les nombreux amateurs.

Or ces prix ne sont pas respectés. Ou la qualité baisse, ou le produit disparaît pour reparaître au marché noir, ou encore il se dissimule sous une autre qualification qui permet de le vendre plus cher.

Par exemple, si on vend des fruits dans une boîte en carton, c'est le prix de la boîte qui l'emportera sur le prix des fruits.

Sous la Révolution, par exemple, on ne trouvait que de la viande préparée à acheter parce qu'elle n'était pas taxée.

Enfin, on peut souvent truquer, et obtenir un prix de taxe si élevé que la concurrence ne le ratifie pas. Exemple, le prix des livres, encore homologué au lendemain de la libération, et qui ne se vendaient pas, parce que le public les trouvait trop chers.

En outre, le Gouvernement s'est révélé incapable de maintenir les prix taxés, dont la hausse est caractérisée depuis la libération par l'exemple du beurre, passé de 119 francs en août 1946 à 280 francs en août 1947, c'est-à-dire qu'en un an il a plus que doublé, tandis que l'U. R. S. S. vient, le 15 décembre, de renoncer aux prix taxés et de rendre libres la plupart des prix. Aveu singulier pour le pays dirigiste par excellence.

Depuis un an on tend à rendre la liberté à beaucoup de denrées, et souvent elles n'ont pas monté pour autant, contrairement aux prédictions des dirigistes.

C'est par exemple actuellement le cas du vin et de la charcuterie. Lorsque les denrées ont monté, c'est par suite de l'incrédulité monétaire, autre facteur très grave de hausse des prix, mais que faute de temps, nous n'avons pas à étudier ici.

Voici, en tout cas, comment les prix libérés avaient tout d'abord réagi, en ce qui concerne les prix de gros des fruits et légumes, encore taxés le 3 juin 1947, qui ont cessé de l'être, les 4, 5 et 6 :

	Le 3	Le 6
Artichauts	61	89
Asperges	59	34
Carottes	40	40
Choux verts	11	11
Épinards en feuilles	18	13
Haricots verts	82,5	94
Cerises	68	43
Laitues	31	22
Navets	11	11
Oignons	29	35
Petits pois	46	18,5
Poireaux	17	19
Radis (bottes)	36	11,5
Tomates	61	78
Fraises	139	106

Ainsi, sur 15 produits considérés, 5 ont monté, 3 sont demeurés stationnaires, 7 ont baissé et parfois de façon considérable (les petits pois tombent de 46 fr. 50 à 18 francs le kilog).

Les résultats se sont donc révélés favorables dans 10 cas sur 15, soit dans les 2/3 des cas. (Tiré de la *Revue Socialiste*, juillet 1947.)

* * *

Tout cela, nous dira-t-on, n'est qu'un mal temporaire. Psychologique ou réelle, la pénurie disparaîtra grâce au plan, car le dirigiste a fait des plans pour la production et même pour la surproduction.

Voyons le cas du blé. Il manque depuis la guerre, l'État désireux d'en encourager la culture a abouti au résultat suivant :

4.729.000 hectares cultivés en blé en 1938;
4.000.000 en 1946.

Nous verrons tout à l'heure qu'avant la guerre, voulant faire réduire la culture du blé, il avait abouti à la faire augmenter.

* * *

L'Etat soviétique a fait des efforts inouïs utilisant tous les moyens connus

de contrainte et même d'inconnus, pour faire exécuter par le pays un plan dirigé de production et voici les résultats :

LE CHEPTEL EN RUSSIE.

Résultat des plans.

Troupeaux en Russie.

		1913	1934	1935	1936	1937	1938
Chevaux	P	85,8	17,0	18,8	20,1	21,8	17,5
	R		15,7	15,9	16,6	16,7	
Bovins	P	60,6	44,3	50,3	57,1	65,5	63,2
	R		42,4	49,2	56,7	57,0	
Ovins	P	121,2	54,8	66,8	79,5	96,0	102,5
	R		51,9	61,1	73,7	81,3	
Porcins	P	20,9	18,1	25,2	36,8	43,4	30,6
	R		17,4	22,5	30,5	22,8	

P = Prévisions des plans. R = Résultats.

Récoltes en Russie (Millions de quintaux).

		1913	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Céréales	P	816	735	814	883	961	1.057	898	894	901	827	1.202	945
	R		733	717	885	694	698	808	805	828	744	1.082	855
Coton	P	7,4	8,9	10,9	18,6	16,1	19,6	»	»	»	»	»	»
	R		8,2	8,6	11,1	12,9	12,7	13,2	11,8	17,2	23,9	25,8	26,9
Lln.	P	1,5	3,1	3,3	4,3	5,2	6,2	»	»	»	»	»	»
	R		3,2	3,6	4,4	5,5	5,0	5,5	5,8	5,5	5,8	5,7	5,5
Betteraves sucrières.	P	109	101	124	150	178	195	»	»	»	»	276	»
	R		104	62	140	120	65	89	113	162	168	218	166

P = Prévisions des plans. R = Résultats.

(Extrait de : Régime d'Autorité et de Liberté par LESCURE).

Ainsi de 1913 à 1938, malgré un régime de contraintes féroces, et malgré un prodigieux effort, la production en Russie a augmenté à peine, surtout si l'on tient compte de l'importante augmentation de la population passée dans l'intervalle de 100 à 170 millions d'habitants.

Pourquoi ce formidable échec? C'est simple; tout le pays se bureaucratise et l'essentiel de l'activité du pays est consacré à la paperasse.

Un éditorial de la Pravda du 21 novembre 1946, par exemple, traite du gonflement des cadres des organisations industrielles en termes symptomatiques.

« En 1939, par rapport à 1937, les employés (non les ouvriers salariés) du commissariat des constructions mécaniques moyennes augmentèrent de 25,4% alors que les travailleurs augmentaient de 1% seulement. Pendant cette période le nombre des ingénieurs et des experts s'accrut considérablement mais beaucoup d'entre eux au lieu de s'atteler au travail productif, gravitaient dans les bureaux administratifs des fabriques où ils venaient augmenter le personnel administratif. Le même phénomène se produit dans toutes les branches de l'industrie ».

A une réunion du collégium du commissariat des constructions mécaniques moyennes, le commissaire du peuple lui-même déclara que dans les fabriques relevant des trois commissariats des constructions mécaniques, ayant jusqu'à 500 ouvriers et employés, ces derniers représentaient 30 à 40% du total alors qu'en Angleterre, ils auraient constitué 20 ou 25% et en Amérique de 12 à 15% seulement.

Les dirigeants de l'économie soviétique ont admis plus d'une fois — même après la réforme de 1934 — que la direction des exploitations était par trop bureaucratique. La question de la réorganisation fut à nouveau soulevée en 1938 et décrite comme aiguë et inévitable. En 1940, la situation était encore fort critiquable. (Baykov. 298-299.)

D'autre part, le favoritisme sévit : on apprécie les hommes, plus du point de vue politique que du point de vue technique.

En 1936, 100% des directeurs de trusts, 97% des directeurs d'entreprises, 82% de tous les directeurs de constructions, 40% des ingénieurs en chef étaient communistes.

De même, pendant les premières années de la collectivisation, le Gouvernement soviétique désignait à la direction des kolkhoz, des ouvriers d'usine politiquement sûrs, mais économiquement inaptes.

Ainsi, il y a en Russie pléthore de fonctionnaires, et la fameuse organisation du plan « Le Goss Plan » en contient des milliers.

Depuis mars 1946, au lieu des 12 commissaires du peuple primitifs, on a 54 ministres dont 40 pour diriger l'industrie.

Il y a même deux ministres pour les Houillères (1 de l'Ouest, 1 de l'Est), deux pour le pétrole (1 pour le Caucase, 1 pour le second Bakou, Sibérie).

Pourtant la production augmente de 1932 à 1937, car le régime russe a fait alors d'énormes concessions au libéralisme autorisant les producteurs à vendre librement au marché noir tout ce qu'il ne s'est pas réservé, et différenciant en même temps les salaires à un point que ne connaît même pas l'Amérique, rétablissant ainsi la vieille loi du profit, rétablissant l'émulation dite « socialiste », mais qui est pratiquée de la même façon en régime capitaliste.

En sorte que vers 1938, Staline pouvait dire pour la première fois à la population : « La vie devient gaie ».

Oui, elle devenait gaie dans la mesure où l'on abandonnait le dirigisme primitif.

Le Gouvernement russe a eu tendance à renforcer sa dictature politique mais à atténuer sa dictature économique.

Et voilà ce qui explique qu'en 1947, au cours des grandes controverses sur le dirigisme entre socialistes et communistes français, les socialistes seuls ont continué à se montrer dirigistes; les communistes avaient fait une volte-face massive vers un certain libéralisme, car eux aussi tiennent à la dictature politique qui est réalisable plus qu'à la dictature économique qui s'est révélée impossible même pour cet homme « tout acier » qui s'appelle Staline.

Mais le régime russe de dirigisme virulent d'abord, puis atténué, a-t-il amélioré la condition ouvrière ce qui, dans tous les pays, est la condition première de la justice sociale.

Voici les salaires mensuels en roubles en Russie :

Manœuvres	400
Étudiants-boursiers.	300 à 500
Ouvriers agricoles.	500 à 600
Ouvriers du bâtiment.	500 à 900
Ouvriers qualifiés des métaux.	800 à 1.500
Mineurs.	1.000 à 1.800
Contremaîtres	800 à 2.000
Ingénieurs	1.000 à 3.000
Directeurs d'usines	2.000 à 6.000
Professeurs d'Universités	6.000 et plus
Chefs de cliniques.	10.000 à 12.000
Académiciens.	10.000 à 15.000
Grands écrivains et artistes	20.000

L'éventail des salaires est ainsi largement ouvert en Russie, plus que partout ailleurs.

D'autre part, le salaire de l'ouvrier russe calculé en kilos de seigle, a été par mois de :

1913	600 kg
1933	430
1934	300
1936	225
1937	260

(Voir Yvon, l'U. R. S. S. Paris 1938)

Voici le nombre d'heures de travail nécessaires en Russie et en France pour gagner de quoi acheter, en 1935 :

	Heures de travail	
	Russie	France
Pardessus d'hiver.	136-211	35-71
Chaussures.	43	10-14
Chemises de flanelle	6 1/2	2-4 1/4
Manteaux de dames	108-332	23-71
Chaussures de dames.	66-100	10-20
Lit de fer.	160-226	20-37
Bicyclette	151-181	74 1/2
Radio.	492	132-216
Pain blanc, le kg.	1 1/4	1/2
Pain bis.	1/2	1/2
Beurre.	10-14	3 1/4-4
Lard	9-10	8
Viande	3-6	1 1/2-5 1/2

(Aperçu d'histoire contemporaine par Louis Pommery, Editions Médicis, Paris).

D'après la revue *United States News* du 18 avril 1947, pour quarante heures de travail, on gagne :

États-Unis.	46,40 dollars
Canada	29,20
Suède.	18,40
Grande-Bretagne	17,60
France	16,40
Pays-Bas.	12,80 (dirigisme)
Tchéco-Slovaquie	8,40 (dirigisme)

En U. R. S. S. au cours officiel de 1 dollar = 5 roubles 3, nous aurions 14.40 dollars.

*

Mais le cours réel de 1 dollar, avant le 15 décembre 1947, était de 100 roubles, on n'aurait plus ainsi que 3 dollars environ.

Si cependant, on tient compte approximativement du cours des denrées, on aura 5 dollars, soit 9 fois moins qu'aux États-Unis.

Toujours d'après la revue américaine *United States News*, en une semaine de travail de quarante heures :

	L'Américain gagne	Le Russe gagne
Sucre	503,7 livres	16,9 livres
Pain	394 livres	22,5 livres
Lait	13.800 litres	750 litres
Bœuf	81,8 livres	8,4 livres
Beurre	70,3 livres	3,8 livres

Si l'ouvrier russe mange avec sa famille chaque jour un peu plus de 3 livres de pain, il absorbe ainsi toute sa paie hebdomadaire.

L'Américain peut acheter 17 fois plus de pain; il peut acheter 18 fois plus de beurre ou de lait; 29 fois plus de sucre.

Les automobiles, les frigidaires, les postes de radio, les phonographes, ces choses si habituelles aux familles américaines, même de condition modeste, sont absolument inconnues là-bas, sauf pour quelques familles russes très fortunées.

Un poste de radio très simple, par exemple, représenterait pour un travailleur russe 15 paies hebdomadaires; peu de Russes peuvent s'offrir un tel luxe. Un travailleur américain peut acheter un très bon poste avec une simple paie hebdomadaire. Avec le prix qu'un travailleur russe devrait payer, même pour un simple poste de radio, l'ouvrier américain pourrait acheter deux ou trois postes radio-phonos combinés.

Une paire de chaussures en Russie représente la paie de deux ou trois semaines de travail. Avec son salaire hebdomadaire, l'ouvrier américain peut acheter six ou 8 paires de chaussures.

Un complet est si cher en Russie qu'un travailleur devra dépenser sept semaines de salaire pour en acheter un. S'il achète un costume pour sa femme cela représentera trois ou quatre semaines de paie.

Un travailleur américain moyen peut acheter un complet de bonne qualité et un tailleur pour sa femme avec sa paie hebdomadaire et même avec moins.

* * *

Tous ces chiffres sont approximatifs; on peut en contester la valeur absolue; mais il est indiscutable cependant que le niveau de vie du travailleur russe est le plus bas de tous les pays industriels.

On répondra que l'U. R. S. S. ayant subi de grands désastres les paie par de grandes misères.

Mais les chiffres n'étaient guère meilleurs en 1938.

On répondra que le travailleur russe a été sacrifié dans son bien-être pour la préparation de la guerre. Que ce fut, provisoirement, un dirigisme en vue de la guerre, non du bien-être.

Soit.

Or, en ce qui concerne la production de base pour la guerre, nous avons les chiffres suivants :

	1938	
	Pays anglo-saxons (capitalistes)	U. R. S. S. (anticapitalistes)
Houille	817 millions de t.	271
Pétrole	235 —	36
Acier	91 —	29
Électricité	173 milliards de kw	36
Autos fabriquées par an	2.935.000.	215.000

alors que pourtant les populations et les ressources naturelles sont équivalentes.

Les États-Unis ont pu constituer en trois ans une armée de 14 millions d'hommes formidablement armés, surclassant toutes les autres alors que la Russie dirigiste avait mis à la constituer vingt ans de grandes souffrances et de privations, l'Allemagne sept ans de privations plus légères (régime semi-dirigiste).

Les États-Unis ont pu prêter pour 44 milliards de dollars d'armes et de marchandises soit pour 10 trillions de nos francs aux Alliés, sans que cela ait nui en quoi que ce soit au bien-être des populations civiles, dont le pouvoir d'achat était au contraire accru de 25%.

Ils envisagent de prêter encore 5 milliards de dollars par an à l'Europe soit l'équivalent en pouvoir d'achat d'un trillion au moins de nos francs, ou l'équivalent de tout le budget français, ceci seulement en prélevant l'excédent des recettes de leur propre budget, qui ne sera même pas en déficit.

En 20 années d'efforts surhumains, la Russie n'a donc pas dépassé, même pas rattrapé les pays capitalistes, malgré les prétentieuses affirmations de sa propagande.

* * *

Faut-il dire aussi deux mots du « dirigisme » de la monnaie caractérisée par le contrôle des changes.

L'or, dont l'exportation en France est interdite (de quoi faire mourir d'indignation un dirigiste de l'époque de Colbert) traverse la frontière comme il veut, parce qu'il suffit pour cela de corrompre un douanier; de même les capitaux.

Chaque exportateur autorisé laisse une partie du produit de ses ventes à l'étranger, il lui est facile de dire, si par hasard on le contrôle, qu'il n'a pas vendu ou pas tout vendu.

L'État a cru faire une trouvaille avec l'office de compensation ou « clearing ». Mais voici que chaque entreprise à activité internationale a son « clearing » particulier.

* * *

En réalité, le dirigisme ne supprime pas la pénurie, ni aucun des maux qu'il prétend guérir. C'est un système qui paralyse tout. Il consolide les maux et les rend définitifs. Rien ne le prouve mieux en France, que le scandale de la reconstruction.

D'après une communication faite le 19 mars 1947, à la Société de Statistique

par M. Lucien Flaus, l'importance des destructions immobilières au cours de la guerre 1939-1945 ne serait pas supérieure à celle de la guerre 1914-1918, 420.000 locaux d'habitation détruits en 1914-1918, Alsace-Lorraine non comprise, 535.000 cette fois dont 55.000 en Alsace-Lorraine.

La destruction d'usines serait du même ordre de grandeur.

De même pour les bâtiments servant aux exploitations agricoles, et pour les édifices publics.

Or, trois ans après la fin de la première guerre mondiale, la reconstruction était à moitié achevée. Trois ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, elle n'est même pas commencée.

Pourquoi?

Après 1914-1918, la plus large place avait été laissée à l'initiative privée.

Après 1939-1945, l'État a voulu prendre en mains la reconstruction et les ruines de la guerre ne sont même pas déblayées.

Pendant ce temps les États-Unis dépasseront en 1947, 800.000 constructions neuves, contre le maximum de 900.000 au temps de leur plus grande prospérité. Ce chiffre équivaut à toute notre reconstruction.

* * *

A défaut d'avantages matériels, y a-t-il au moins un avantage moral au dirigisme, celui de conduire à la paix sociale, le travailleur ayant l'impression d'être mieux protégé par l'État que par la loi de la concurrence. Même pas. Sinon, le verrait-on se mettre en grève en France, actuellement, beaucoup plus dans les entreprises de l'État que chez les particuliers? Tandis qu'en U. R. S. S. il fallut lui interdire de faire la grève.

Et enfin, s'agissant des salaires et des prix également fixés par l'État avec pour but le maintien du pouvoir d'achat des salariés, croit-on que l'État ait réussi?

Les salaires au 1^{er} novembre 1947, étaient tombés en pouvoir d'achat à 55% de ce qu'ils étaient au début de 1936, fin de la période semi-libérale.

Et nous savons quelle agitation sociale en est résultée.

* * *

Supposons maintenant que le dirigisme parvienne à augmenter la production des biens utiles et agréables. Mais desquels? Comment jugera-t-il s'ils sont vraiment utiles et agréables? Il faut un plan c'est-à-dire qu'un fonctionnaire fixera ce qui est utile et agréable.

Voici ce que cela donne :

L'U. R. S. S. offrait en 1938 de l'eau de Cologne à des paysans qui réclamaient des souliers.

Le plan en vue du bien-être aboutit à des erreurs, parce qu'il est impossible de prévoir les goûts changeants du public; parce que tout plan, tant soit peu important, est constamment déjoué par la vie ou par les événements; parce qu'il veut figer ce qui est mobile par définition, savoir, le goût du public.



Ainsi le dirigisme économique a fait faillite pour l'établissement de la justice et de la paix sociale, il a fait faillite pour le développement de la production, il a fait faillite aussi en ce qui concerne la fixation et la stabilité des prix.

Il n'a même pas réussi en vue de la guerre, à moins de faire un large appel à la liberté comme en Angleterre et aux U. S. A. pendant la deuxième guerre mondiale, en France pendant la première.



Il nous reste à voir ce qu'il donne en période dite « de surabondance », alors qu'il s'agit de développer, non plus la production, mais la consommation.

Il semblerait que le problème fût alors beaucoup plus facile; quoi de plus facile théoriquement que de répartir une production supposée pléthorique.

Or, qu'avons-nous vu pendant cette période 1930-1939, où il semblait que pour la première fois dans l'histoire du monde, tout le monde pût vivre enfin dans l'abondance, réalisant un vœu qui n'est pas seulement celui des marxistes (prendre librement au tas), mais aussi celui du capitalisme?

Loin de distribuer, le dirigisme a préféré détruire.

Ainsi, aux États-Unis, on paya en 1934, 100 millions de dollars à qui ne produirait pas de blé; deux producteurs de sucre reçurent un million de dollars pour se croiser les bras.

En 1932-1933, le Gouvernement brésilien décida de détruire 40% de la récolte de café.

On l'utilisa en « agglomérés » dans les locomotives, ou comme engrais mêlé à de la chaux.

On en brûla aussi beaucoup sous une surveillance rigoureuse, car il y avait des gens qui avaient l'audace de vouloir en prendre pour leur usage personnel.

En 1936, on eut de mauvaises récoltes. Le Gouvernement brésilien était dans la joie.

Catastrophe en 1937; la récolte est bonne; on détruit 17 millions de sacs. Il y eut, pendant ces années 20.000 personnes qui consacrèrent toute leur activité à cela.

Pour quel résultat? Le Brésil produisait avant l'expérience 75% du café mondial; après, elle tomba à 65%, parce que le prix élevé du café résultant de la destruction encouragea les autres États à en produire, de sorte que la quantité sur le marché ne changea pas.

Dans cette période étrange où l'on maudit les bienfaits de la nature et le fruit de l'activité des hommes, on brûle le coton aux États-Unis. En Argentine, on jette à la rivière 70 millions de litres de vin. On brûle 120.000 tonnes de cacao dans la Nigéria anglaise, à Ceylan 30.000 tonnes de thé, en Roumanie un million d'oranges venues de Palestine pourrissent sur place, au Danemark on brûle les cochons.

En Angleterre on rejette à la mer plus de 4 millions de harengs, on verse le lait dans les égouts, on détruit aussi des broches dans les filatures. En Écosse,

on détruit des milliers de sacs de pommes de terre. En Hollande, 3 millions de kilos de tomates, on y abat en outre 200.000 vaches laitières; à Cuba, on brûle 3 millions de tonnes de canne à sucre, et on en laisse pourrir 37 autres millions. En France, le législateur prescrit d'arracher les plants de vigne (décret-loi 30 juillet 1935). Il paie 7.000 francs par hectare arraché. Il interdit les plantations nouvelles.

On frappe d'impôts les rendements élevés à l'hectare, c'est-à-dire qu'on pénalise le progrès. On en vient même à interdire l'irrigation comme donnant de trop belles récoltes.

On oblige aussi les gros producteurs à stocker, puis à distiller 30 millions d'hectolitres (lois du 4 juillet 1931 et 22 décembre 1937). L'alcool est mêlé à l'essence vendue plus cher afin que l'automobiliste qui reçoit un carburant plus médiocre, paie ainsi le vin qu'il ne boira pas.

En ce qui concerne le blé, avant 1911, la France en produisait 90 millions de quintaux; il en manquait 4 qu'on achetait à la Russie. En 1930, on en produit encore 90, mais un excédent apparaît parce qu'on en consomme moins, d'autres nourritures (la viande notamment) ayant la préférence.

La loi du 10 juillet 1933 interdit de vendre le blé au-dessous d'un certain cours (115 francs le quintal) sous peine de lourdes amendes.

Le dirigisme ne veut pas que la nourriture soit trop bon marché.

On invite les cultivateurs à donner le blé au bétail. L'État décide d'en dénaturer une partie afin de le rendre impropre à la consommation.

Mais le prix payé au-dessus de la valeur réelle amène les cultivateurs à faire plus de blé, quitte à vendre au-dessous du cours, c'est-à-dire à un marché noir à la baisse, et la soi-disant surproduction continue.

L'État, par la loi du 24 décembre 1934, décide alors de dépenser 1 milliard de francs Poincaré (12 d'aujourd'hui) pour dénaturer et exporter à n'importe quel prix le blé, et il interdit d'augmenter les emblavures.

Ces dispositions ne furent observées ni pour le vin, ni pour le blé, et la surproduction continua.

Cependant les circonstances atmosphériques vinrent apporter, en 1936, un appui inespéré au Gouvernement, la récolte ayant été mauvaise.

* * *

L'idée dominante du Gouvernement de Front Populaire est que l'expérience précédente du dirigisme n'a échoué que faute d'un contrôle suffisant. Accentuons le contrôle, pense le Gouvernement, et tout ira bien.

La loi du 15 août 1936 créa un Office du blé.

Les obligations des producteurs de blé sont renforcées. Ils doivent déclarer les ensemencements avant le 1^{er} mai et la récolte avant le 30 septembre. Ils doivent en outre déclarer leurs stocks s'ils dépassent 10 quintaux.

L'Office du blé, se trouva, par bonheur pour lui, en présence dès sa création, d'une récolte déficitaire, celle de 1937, faisant suite à celle de 1936, en sorte que le blé s'écoula facilement (1936-1937).

Mais celle de 1938, parut excédentaire. Un décret du 17 juin 1938, décida l'élimination des excédents par exportation, dénaturalisation, distillation.

Ainsi, le dirigisme, trouvant à la veille de la guerre qu'il y avait en France trop de blé, s'ingéniait à le détruire.

Il n'y a, hélas, que trop réussi.

Oui, nous connaissons l'objection. Il ne faut pas laisser tomber une denrée en-dessous de son prix de revient.

Mais quel est ce prix de revient?

Une fois de plus les statistiques contredisent la réalité, puisque l'exploitant agricole trouvait son intérêt à augmenter ses cultures et à vendre son blé ou son vin en-dessous du cours officiel.

Et puis, y avait-il réellement surabondance? N'y avait-il pas plutôt mauvaise distribution.

Ainsi le dirigisme avant la guerre n'était même pas parvenu à distribuer ce qui était abondant.

Car le dirigisme a commencé bien avant 1939.

Il s'est insinué dans l'économie sous la forme d'abord de monopoles d'État, au nom de la notion de « service public ».

Il s'est développé ensuite aussi sous la forme des contingentements qui ont commencé d'abord pendant la guerre 1914-1918 (économie de guerre) puis à partir de 1931, comme moyen de défense contre des produits extérieurs jugés très bon marché; puis à partir de 1933, comme moyen pour l'État de prendre en mains le commerce extérieur.

Alors, commence le système des licences d'exportation dont chacun trafique sans vergogne.

Or, les contingentements n'ont pas empêché la chute des prix redoutée à l'époque.

Les pouvoirs publics, lorsqu'ils se sont engagés dans la voie du contingentement avaient la volonté d'agir sur les courants commerciaux pour favoriser les pays qui nous consentiraient des avantages économiques et pour pénaliser les autres.

En fait, ils n'y sont pas parvenus en raison de la résistance des États étrangers et de leurs menaces de représailles.

* * *

Sera-t-il permis de dire maintenant, statistiques en mains, ce que nous avait valu un siècle de libéralisme?

Certes, on peut affirmer que laissé à lui-même, le libéralisme aboutit à l'écrasement du faible. Nous connaissons la phrase de Lacordaire : *entre le riche et le pauvre, c'est la loi qui libère, la liberté qui opprime*. Nous connaissons aussi l'image du renard libre dans le poulailler libre, image d'ailleurs inexacte alors qu'il y a non pas un renard dans ce poulailler, mais beaucoup de renards qui se font concurrence pour plaire aux poules.

Nous savons bien que le « laissez-faire », laissez-passer » ne doit pas signifier « laissez-moi faire, laissez-moi passer ». Donc le libéralisme doit être de toute évidence corrigé par l'intervention de l'État, moralisé par lui.

Mais, sous cette importante réserve, quel puissant instrument de prospérité:

Produire?

L'extraction mondiale du

Charbon est de :

En 1800.	15 millions de tonnes
En 1900.	700 —
En 1913.	1,200 —

Celle du

Pétrole de :

En 1890.	10 millions de tonnes
En 1900.	20 —
En 1910.	44 —
En 1913.	52,6 —

Pour les

Autos on a :

	France	U. S. A.
En 1910.	45.000	485.000
En 1938.	2 millions	30 millions

La *Population du monde* est de :

En 1810.	900 millions
En 1900.	1.600 —

Améliorer le sort des travailleurs?

Voici les salaires et le coût de la vie sur la base 100 en 1900, et par comparaison le niveau d'existence.

	Salaires	Coût de la vie	Niveau d'existence
1810	41	74	55,5
1820	43	80	53,5
1830	45	83,5	54
1840	48	84,5	57
1850	51	85,5	59,5
1860	60	95,5	63
1900	100	100	100
1905	105	100,5	104,5
1910	110	104	106
1930	800	580	138
1939	1.100	740	149

L'aptitude d'un pays à se relever après une guerre?

Dès 1878, la III^e République organisait à Paris une exposition universelle qui faisait l'admiration du monde. Et Bismarck, stupéfait de la puissance de notre industrie, de notre commerce et de notre agriculture, s'écriait : « Que n'ai-je demandé 10 milliards or à la France au lieu de 5? ».

Car la France qui voulait emprunter 5 milliards s'en était vu offrir 40, l'équivalent au moins de 10 trillions d'aujourd'hui, tout le prix de notre reconstruction.

Peut-on rappeler qu'en 1928, dix ans après la guerre de 1914-1918, la dernière tuile était posée sur la dernière maison à reconstruire, alors qu'en France actuellement on n'a même pas fini de déblayer les ruines.

Ainsi, le dirigisme, méthode acceptable lorsqu'il s'agit de jeter toutes les ressources du pays dans le creuset de la guerre, et encore faut-il n'en user qu'avec

mesure, est une méthode détestable lorsqu'il s'agit de prospérité et de bien-être et même de justice sociale ; c'est à lui que nous devons la prolongation de la misère, trois ans après la libération du territoire.

L'économie dirigée serait applicable si les Sociétés humaines étaient des fourmilières, si tous les hommes pouvaient accepter d'agir de la même manière, ce qu'on obtient à peu près des soldats, mus par le patriotisme, ce qu'il est impossible d'obtenir des hommes dès qu'ils sont sortis de la caserne.

Les dirigistes ne peuvent, ou ne veulent pas se mettre dans la tête que la réaction des esprits humains aux forces physiques et spirituelles qui agissent sur eux sont infiniment variées, et rendent toutes les prévisions incertaines ; qu'il n'existe pas une science de l'esprit analogue à la science de la matière, et que la seule chose qui soit sûre, c'est que la contrainte amène la désobéissance et la révolte.

La technique de la contrainte s'explique en période de routine économique, alors que toutes les tâches peuvent être définies et sont connues d'avance, et encore aboutit-elle à cristalliser l'économie, à paralyser l'esprit d'invention, comme cela s'est vu pendant tout le Moyen Age, et jusqu'à la Révolution.

Elle ne donne rien si l'on veut d'une technique progressive car la réglementation qui se réfère au passé est en constant retard sur l'avenir.

Avec le régime de la contrainte, on prétend à plus d'abondance, on n'aboutit qu'à plus de restrictions, et comme le dirigiste n'arrive pas à la comprendre, il crie à la trahison.

Le planificateur se voit assis derrière un grand bureau couvert de graphiques avec à ses côtés une machine à calculer.

Mais l'humanité n'est pas une machine, ce sont des êtres de chair et de sang poussés par des passions et des désirs, souvent imprévisibles.

La planification est amusante à réaliser pour le planificateur, non pour le planifié.

L'idéal de l'économie planifiée c'est celle de l'armée : le quart de jus réglementaire, et la gamelle.

DISCUSSION

M. BROUSSE. — M. de Riedmatten a comparé le chiffre de 3.300.000 hectares de blé en 1947 au chiffre de plus de 4 millions d'hectares en 1946 et de plus de 5 millions d'hectares avant la guerre. Il s'agit de 3.300.000 hectares *moissonnés*. En réalité, on avait semencé, à l'automne, environ 4 millions d'hectares. Mais les gelées exceptionnelles de l'hiver dernier ont détruit près de 2 millions d'hectares et, après un énorme effort de réensemencement portant sur tout près d'un million d'hectares en blé de printemps, il est resté 3.300.000 hectares.

Parlant à la radio, M. Tanguy-Prigent a voulu justifier sa politique agricole en disant, ce qui est exact aussi, qu'il avait été semencé 5 millions d'hectares. Il s'est servi des mêmes chiffres en les présentant d'une manière différente.

Il me paraît important de souligner que si le dirigisme n'atteint pas toujours le but qu'il s'est tracé, en revanche, il ne manque jamais de fausser les statistiques agricoles. Lorsqu'on exige, avec sanctions sévères à l'appui, d'augmenter

jusqu'à tant d'hectares telle culture, il est rare que les déclarations des superficies ne se conforment pas à l'ordre reçu. Ce sont les rendements qui en pâtissent... sur le papier eux aussi.

La côte du Maroc produit et expédie des primeurs. Après le débarquement des Alliés, fin 1942, on a assisté à un boom extraordinaire des superficies consacrées à ces cultures. Sur le vu des statistiques, on se félicitait de la reprise des relations économiques du Maroc et on envisageait des exportations lucratives. Mais le dirigisme était là : il ne permettait pas de se procurer de l'essence sans un bon d'attribution. Or, chacun sait que les cultures de primeurs exigent beaucoup d'eau. Pour avoir de l'eau, il faut actionner des pompes et disposer d'essence. L'essence une fois obtenue, il ne restait plus qu'à la revendre au marché noir, façon beaucoup moins pénible d'exploiter des terrains de culture qui n'existaient que sur le papier.

Avant la guerre, comme l'a souligné M. de Riedmatten, on faisait déjà du dirigisme, il est vrai que c'était sans le savoir. Lorsqu'on payait pour arracher des vignes (on n'arrachait d'ailleurs que les vignes âgées ou très peu productives), lorsqu'on dénaturait du blé, etc., on n'agissait pas en vertu d'un plan général, mais on obéissait à la pression exercée par les producteurs agricoles et cette trop grande docilité du Gouvernement se retournait d'ailleurs contre les agriculteurs. Alors qu'il eût fallu accroître la consommation en augmentant le pouvoir d'achat, on diminuait à la fois les heures de travail industriel et on cherchait à raréfier les produits agricoles. Au lieu de chercher à endiguer le courant, — à jeter des pierres en travers du torrent pour l'empêcher de couler, un dirigisme bien conçu aurait cherché à ouvrir de nouveaux affluents en abaissant les coûts de production.

Je voudrais enfin ajouter que le progrès technique, les transformations sociales qu'il entraîne ont pour résultat de modifier la structure économique. Cette évolution, en régime libéral ne se fait pas sans heurts douloureux. Les plus faibles doivent impitoyablement sombrer et c'est la défection naturelle.

Or, le dirigisme a trop souvent cherché à protéger les positions acquises contre la tourmente économique. Au lieu de prendre cette position retardatrice, il aurait dû, devinant le sens de l'évolution nécessaire, chercher à la précéder, à lui ouvrir les voies, à accélérer le passage vers le nouvel état d'équilibre. Il devrait, en somme, agir dans le même sens que le libéralisme mais en facilitant l'adaptation, en supprimant les heurts.

M. MOURRE se déclare tout à fait d'accord avec le conférencier au sujet de ses conceptions générales. Il lui demande à quelle source il a puisé ses renseignements concernant la Russie.

M. MOURRE fait des réserves au sujet de l'assertion de M. de Riedmatten, d'après laquelle la production, sous le régime du libéralisme, avait beaucoup augmenté après la première guerre mondiale. Cela est exact pour la France, où l'effort de relèvement a été magnifique. D'après les indices de production, en France, la production industrielle s'était accrue en 1929 de 39 % par rapport à 1913. Mais il n'en est pas de même, si l'on considère, au lieu de la France seule, l'ensemble des pays alliés ayant souffert de la guerre. Pour la France, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique réunies, l'indice, à population constante, de la production industrielle est passée de 100 en 1913 à 105 pendant le deuxième

trimestre de 1928. C'est là un accroissement très inférieur à l'accroissement normal.

En Angleterre, la situation était bien pire. L'indice, à population constante, de la production industrielle était tombé à 82, pour le premier trimestre de 1928, contre 100 en 1913. Les renseignements manquent sur la Russie. Il est possible, par contre, que dans les Pays-Bas et les pays scandinaves, qui étaient restés neutres, la production se soit beaucoup accrue.

Certes, la faiblesse de la production industrielle pour l'ensemble de l'Europe ne doit pas être imputée au libéralisme, mais simplement aux faits que la guerre avait donné lieu à beaucoup de destructions industrielles et que le retour à l'état de paix exige une réadaptation difficile.

M. BATICLE. — Il ne faut pas oublier que la statistique est une science d'observation qui a pour objet essentiel la recherche de « lois ».

Or, il résulte de la communication de M. de Riedmatten que l'utilisation de statistiques pour des fins réglementaires entraîne dans leur établissement des causes d'erreur telles qu'elles deviennent pratiquement inutilisables.

C'est là une conséquence du dirigisme que le statisticien ne peut que déplorer.

M. DUMAS n'accepte pas sans réserve les conclusions qui se dégagent de l'exposé de l'éminent conférencier et cela, pour plusieurs raisons. C'est d'abord que, sans aucun doute, des chiffres pourraient être opposés à ceux cités et faire apparaître le libéralisme comme cause de bien des maux. C'est ensuite que, même si, contrairement à l'affirmation précédente, les chiffres cités étaient seuls à considérer, ils montreraient l'existence d'une corrélation statistique entre des actes de dirigisme et certains maux, mais la relation de cause à effet resterait encore à établir; la guerre, même sans dirigisme, ne serait-elle pas de nature à provoquer ces maux? C'est enfin que si le dirigisme s'impose, d'après le conférencier, pendant une période de guerre, il doit également s'imposer pendant une période de préparation à la guerre et une période de liquidation de guerre : dans ces conditions, un certain dirigisme n'est-il pas encore maintenant en France un mal nécessaire, ou, du moins, un mal moindre qu'un libéralisme généralisé?

Concernant l'authenticité des statistiques russes, M. Lucien COQUET signale que notre collègue, M. Léon Wenger, a publié un livre intitulé : *L'Essor économique de l'U. R. S. S.*, où sont reproduites de nombreuses statistiques, traduites des ouvrages du professeur Propokvitch et publiées à Prague en avril-mai 1938. Ces statistiques font ressortir une augmentation considérable des réserves et de la production annuelle de l'U. R. S. S., notamment en or, en platine, en manganèse et en pétrole, depuis 1933 (*Les Publications techniques*, Paris, 1945).

M. COQUET, après avoir félicité M. de Riedmatten pour son exposé si documenté sur les erreurs du dirigisme et confirmé que les lois et décrets relatifs à l'arrachage obligatoire des vignes n'ont pas été rapportés, rappelle que le professeur Charles Gide, dans ses Cours de Coopératisme au Collège de France et dans ses *Principes d'Économie politique*, a reconnu, bien que libre-échangiste, que le « libéralisme » avait favorisé la constitution de coalitions économiques à l'intérieur des États et permis la création de trusts internationaux pour fausser le prix des marchandises, en procédant à leur accaparement illicite. M. Coquet a ajouté que les lois contre l'« accaparement » des denrées (art. 419 et 420 du Code pénal français)

et même la loi américaine antitrust, rarement appliquée, s'étaient avérées impuissantes, en régime d'économie libérale, à supprimer l'« accaparement ». Le dirigisme, d'autre part, tel que, notamment, appliqué au dernier stade, en U. R. S. S., aboutit à la suppression totale de la liberté incompatible avec les mœurs individualistes des vraies démocraties. M. Coquet suggère que, pour éviter ces excès des deux doctrines, la pratique du « coopératisme » — qu'il ne faut pas confondre avec le « corporatisme » — se substitue, de plus en plus, à ces deux doctrines surannées, ainsi que n'a cessé de le recommander Charles Gide, dont un des derniers cours traitait du « Coopératisme International ». C'est ainsi que l'expérience française de dirigisme qui s'est traduite par la « nationalisation » de certaines industries et qui a été étendue à la Banque et au Crédit, gagnerait à être abandonnée pour y substituer la création de « Régies Coopératives » où l'intervention de l'État se bornerait à posséder des parts, au même titre que les autres associés coopérateurs, ayant tous le même intérêt à réduire les frais d'exploitation pour se partager des « profits », équitablement répartis, non plus à titre individuel, mais à titre collectif.

M. THOMAS. — Après la critique du dirigisme pleine de verve du conférencier, les interventions de nos collègues tendant à lui faire préciser, à préciser et à compléter sa documentation statistique, un de nos collègues a tenté ce que je crois pouvoir considérer moins comme une réfutation en vue d'une défense du dirigisme que comme un appel à l'indulgence en faveur des dirigistes. Enfin, M. Lucien Coquet, avec toute sa sagesse a déclaré son goût pour le juste milieu rappelant que l'idée de coopération aujourd'hui bien délaissée ne cessait pas de lui paraître de plus en plus apte à concilier les extrêmes.

Avec le même esprit sincère de conciliation, je voudrais me faire l'écho d'une opinion que je crois partagée par beaucoup et dire ma conviction de l'utilité, de la nécessité, dans ce monde terrestre, dans ce chaos de contradictions et de difficultés où nous essayons de vivre en ce milieu du xx^e siècle, d'une synthèse efficace et réaliste des idéologies qui s'affrontent non seulement dans les esprits et dans les cœurs, mais encore, ce qui est beaucoup plus dangereux, dans les faits et dans les actes. Une telle synthèse me paraît indispensable à notre bien-être et à notre sécurité et elle est possible car il existe une part de vérité dans toutes les doctrines, même dans les plus erronées.

Hélas, l'impression n'est que trop justifiée que la dignité de notre personnalité humaine nous a légué l'effort considérable des générations qui nous ont précédé se trouve aujourd'hui bien souvent ravalée à un niveau qui nous met au rang des cobayes. Mais les erreurs, excusables ou non, d'aujourd'hui, ne sont-elles pas le contre-coup, la contre-partie, le prix de graves erreurs d'hier, excusables ou non, mais tout aussi insupportables?

Je me représente l'humanité ballotée d'un extrême à l'autre comme un pendule.

Il y a un très gros livre que les historiens ont négligé d'écrire et qui reste à écrire. Son sujet tenterait sans doute des esprits de bénédictins, si de pareils esprits pouvaient encore subsister à notre triste époque, car il décrirait les oscillations parfois violentes de l'humanité entre ces deux pôles attractifs des aspirations, des croyances et des erreurs vagabondes que constituent le libéralisme et le dirigisme au cours des siècles, les principes de liberté et d'autorité.

Le dirigisme est bien loin d'être une nouveauté dans l'histoire. C'est au moins une aussi vieille connaissance que le libéralisme.

J'imagine que l'Europe est entrée avec la guerre 1914-1918 dans une élongation dirigiste de la courbe des oscillations de l'esprit humain et que nous pourrions bien être aujourd'hui à proximité d'un maximum de l'amplitude. Ce qui me pousse à le supposer, ce sont les récentes mesures prises en U. R. S. S. Elles prouvent que la faculté de reconnaître les erreurs n'est pas le privilège exclusif des peuples de civilisation affinée. Mais, malgré toute la confiance optimiste que je fais au bon sens des citoyens de la patrie de Descartes, j'ai la crainte que nous soyons poussés vers des expériences décevantes dont nous devrions être dispensés et que certains sont en train de prendre quelque élan pour se jeter dans on ne sait quel inconnu, alors que je suis convaincu qu'il n'est autrement besoin de faire le moindre saut.

N'existe-t-il pas pour conduire l'homme vers son destin une voie de progrès logique et harmonieuse, au milieu de tous ces zig-zags de l'histoire?

C'est ce qu'avec quelques amis, nous nous sommes demandé et nous avons cherché la bonne route avec application. Je suis heureux de pouvoir vous dire aujourd'hui, en attendant le plaisir que j'aurai à développer devant vous la communication que j'ai faite il y a quelques mois, que nos recherches ont fini par nous mettre sur une bonne piste.

Personne, de nos jours, ne sera surpris autant que nous l'avons été nous-mêmes lorsqu'il y a une quinzaine d'années nous avons dû nous rendre à cette évidence que c'est dans le domaine monétaire que se trouvait dissimulé le moyen d'accéder à la liberté et à la justice, sans recours à l'autorité, en se dispensant de ses abus.

L'échange, l'indispensable échange que postule la spécialisation des fonctions n'est-il pas à la fois l'origine et l'aboutissement de toutes les activités économiques? N'est-ce pas lui qui conditionne notre comportement dans la production, la consommation et l'appréciation et qui, tout autant, en résulte?

Et M. Coquet a bien raison de mettre son espoir dans la coopération.

La spécialisation des fonctions ne fait-elle pas de chacun de nous un coopérateur qui s'ignore? Ce n'est pas nous-mêmes qui consommons ce que nous produisons. Nous faisons vivre les autres et ce sont les autres qui nous font vivre. Nous coopérons tous ensemble, chacun au bien-être des autres.

L'organisation de la coopération sans contrainte est-elle humainement impossible?

La liberté ne peut-elle coexister avec la justice chez les hommes?

La réalisation pratique, concrète, que nous avons mise sur pied et qui fonctionne, que les faits confirment chaque jour davantage, apporte la preuve de la réponse qu'il faut faire à ces questions. Nous avons tenu à cette confirmation des faits dans le concret avant de vous parler de nos projets dans l'abstraction et des principes scientifiques sur lesquels est fondée l'initiative que nous avons mise en œuvre.

J'espère avoir bientôt le plaisir de vous en entretenir, mais je voulais aujourd'hui vous assurer qu'il est des dilemmes artificiels qui comportent au moins une troisième issue et qu'il n'y a pas lieu de se laisser enfermer dans l'alternative : s'enfoncer avec entêtement dans le dirigisme et ses contraintes ou retour-

ner de façon simpliste au *statu quo ante* d'un libéralisme faux parce qu'inorganisé.

Il nous est apparu qu'il convenait de se donner le moyen de mesurer le comportement des hommes dans la production, la consommation et l'appréciation avant de savoir s'il y a lieu de donner à ce comportement le moindre coup de pouce et de se permettre la prétention de le modifier efficacement dans un sens ou dans l'autre.

Le conférencier n'a pas voulu, semble-t-il, en faisant un parallèle entre le dirigisme en vigueur et le libéralisme vécu, manifester sa préférence pour celui-ci contre celui-là. Je crois que son ambition se bornait à montrer que le premier est dans l'incapacité de faire mieux que le second et se trouve tout aussi impuissant avec, peut-être, en plus, pas mal de prétentions qui ne sont pas toujours justifiées.

Je crois que son aversion pour le dirigisme empirique ne lui est pas commandé par un amour aveugle du libéralisme. Les tares de ce dernier ne lui échappent pas, car il ne se prive pas dans ses ouvrages de les signaler avec beaucoup de clairvoyance.

On peut aimer la liberté sans se complaire dans le désordre.

On peut aspirer à la justice tout en se refusant à la contrainte.

Le libéralisme d'ailleurs n'a jamais existé vraiment et complètement dans l'histoire. Le libéralisme intégral est aussi utopique que le dirigisme total. L'homme se rejette dans l'un par réaction contre l'autre beaucoup plus par l'effet d'un réflexe instinctif de conservation qui a quelque chose d'animal, que par un choix délibéré de sa raison et de son libre arbitre.

On n'a jamais fait de reproches bien scientifiques aux prétentions excessives des planificateurs.

Je puis me permettre d'avoir recours dans cette enceinte à une représentation mécanique.

La structure économique est constituée par un système composé d'une infinité de forces dont les points d'application sont mouvants, les sens variables et les intensités inconnues. Chercher à en modifier une, c'est bouleverser toutes les autres.

Or, tout système de forces admet une résultante. Si le dirigisme qui sévit s'acharnait à déterminer le point d'application, l'intensité et le sens de cette résultante, peut-être pourrait-il ensuite songer à lui donner un coup de pouce, à condition de prendre toutes précautions pour être bien sûr de ne pas se tromper sur l'interprétation à donner aux effets de ce coup de pouce. Mais non, le dirigisme en vigueur n'est pas seulement aveugle, il est entêté et semble ne se complaire que dans l'empirisme. Peut-être est-il trop passionné pour être objectif. Il tripote toutes les forces, les bouscule, les contrarie, va de l'une à l'autre, touche à tout et il est tout surpris que le système batte la breloque et que les seules forces qui prospèrent soient précisément celles qui sont à l'abri de ses coups, celles qu'il cherche en vain à atteindre.

Or, le comportement des facteurs de l'économie dans la production, la consommation et l'appréciation peut se prêter à des statistiques rigoureuses et sûres, mais qui exigent d'être préparées à l'avance très soigneusement. La résultante de ce comportement peut se mesurer et ses variations peuvent s'observer.

Mais, de ces observations, il résulte que l'une des conditions pour que ces



variations se produisent dans le sens du plus grand bien-être de chacun, c'est précisément que le dirigisme ne vienne troubler ni la production, ni la consommation, ni l'appréciation et se contente de les exalter en les organisant. Encore faut-il qu'il prenne bien soin de ne pas confondre, comme il n'est que trop facile de le faire, organisation et réglementation. La réglementation n'est qu'un ersatz de l'organisation. C'est un produit d'importation. Elle ne sera jamais très appréciée des Français. La réglementation est si peu de l'organisation qu'elle recourt à la contrainte et à l'autorité. L'organisation véritable n'a pas besoin de s'imposer pour être préférée et observée. La réglementation ne peut que multiplier les injustices en restreignant la liberté. L'organisation, au contraire, canalise les libertés vers la justice sans en violenter aucune.
